

FLASH JURIDIQUE

La retraite progressive possible à 60 ans



Principe de base

La retraite progressive permet de réduire son temps de travail (entre 40 % et 80 %) tout en percevant une fraction de sa retraite de base et complémentaire, en continuant à acquérir des droits. L'âge d'accès est abaissé à 60 ans pour les pensions prenant effet à partir du 01/09/2025.

Conditions d'accès

Âge : avoir 60 ans (au lieu de 62 ans avant l'âge légal).

Durée d'assurance : justifier d'au moins 150 trimestres (tous régimes de base confondus).

Activité réduite : travailler entre 40 % et 80 % d'un temps complet (ou forfait-jours réduit ; repère usuel : 87 à 174 jours/an pour un forfait de 218 jours).

Champ : salariés du privé, agents publics, indépendants (selon régimes).

Procédure & délais côté employeur

- Le passage à temps partiel / forfait-jours réduit nécessite l'accord de l'employeur.
- Délai : l'employeur dispose de 2 mois pour répondre par écrit et de façon motivée ; à défaut, l'accord est réputé acquis (« silence vaut acceptation »).
- Motif de refus admis : l'incompatibilité de la quotité de travail demandée avec l'activité économique de l'entreprise.

Démarches côté assuré

- Obtenir l'accord de l'employeur sur la quotité de travail.
- Déposer la demande de retraite progressive auprès de la CARSAT/CNAV (et régime complémentaire). Le téléservice évolue ; en attendant, formulaire papier transmis à la caisse régionale.

Points de vigilance / cas particuliers

- Maintien des cotisations "base temps plein" : possible par accord écrit salarié-employeur, pour ne pas dégrader la pension finale (base et complémentaire).
- Suspension/fin : si les conditions (40-80 %) ne sont plus remplies ou en cas de reprise à temps plein, le versement est suspendu ou cesse (et peut cesser définitivement).
- Mesures transitoires : pour les retraites progressives déjà en cours avant le 01/09/2025, l'âge d'entrée antérieur continue de s'appliquer selon l'année de naissance.

Conclusion pratique

- À retenir : dès le 01/09/2025, accès à 60 ans, avec 150 trimestres et 40-80 % d'activité ; l'employeur ne peut refuser que pour incompatibilité et son silence 2 mois = accord.
- À négocier : maintien d'une assiette de cotisation équivalente temps plein et aménagements de fin de carrière dans un accord seniors d'entreprise ou de branche.

Références

- Décret n° 2025-681 du 15 juillet 2025 (JO 23/07/2025) – abaissement de l'âge d'ouverture du droit à 60 ans (régime général, spéciaux, libéraux, avocats, agricoles). [Légifrance](#)
- Décret n° 2025-680 du 15 juillet 2025 (JO 23/07/2025) – agents des collectivités locales et ouvriers d'État. [Légifrance](#)
- Code du travail, art. L3123-4-1 – silence de l'employeur vaut accord sous 2 mois ; refus écrit et motivé uniquement en cas d'incompatibilité avec l'activité de l'entreprise. [Légifrance](#)
- LFSS 2022 + décret n° 2022-677 du 26/04/2022 – extension de la retraite progressive aux salariés au forfait-jours. [Légifrance](#)
- Fiche pratique actualisée (Service-Public / Assurance Retraite).